

APPEL À COMMUNICATION

JOURNÉE D'ÉTUDE - 2 JUILLET 2019

Le Rize, Villeurbanne

**« Saisir l'engagement dans sa pluralité :
apports d'une analyse localisée »**

Le Rize organise une journée d'étude pluridisciplinaire dans le cadre de l'exposition
2018/2019 sur l'engagement à Villeurbanne.

triangle
UMR 5206

*Action, Discours
Pensée politique & économique*

LE RIZE
mémoires, cultures, échanges



APPEL A COMMUNICATION

Renseigner l'engagement n'est pas chose aisée. Des données quantitatives permettent de mesurer l'engagement contemporain, néanmoins ces derniers ne suffisent pas à rendre compte de la diversité des types d'engagement. En effet, les formes et les causes de l'engagement sont plurielles : associatif (Hamidi, 2010) ; humanitaire (Collovald et *al.*, 2002) ; syndical (Bérout et *al.*, 2018) ; politique (Lefebvre, 2014) ; en faveur des prostituées (Mathieu, 2001), des sans-papiers (Siméant, 1998), des sans-logements (Péchu, 2006) ; l'engagement religieux (Garcia-Ruiz et Michel, 2012 ; Chatelan, 2009) ; etc. L'engagement se déploie sous différentes formes et selon différents répertoires d'action. La consommation (Balsiger, 2017), le mode d'habiter, d'une manière plus large le choix de vie peuvent être synonyme d'engagement. Tout cela conduit à questionner l'engagement comme pratique individuelle ou collective. On le voit, la notion d'engagement soulève une foule d'interrogations, témoignant tout à la fois de sa richesse et de la confusion qui entoure sa définition.

Pourquoi et comment au juste s'engage-t-on ? Par quels processus les individus se saisissent-ils de telle ou telle cause ? Quelles sont les incidences de l'engagement ? Les pouvoirs publics peuvent-ils s'engager ? Quelles sont les différences entre engagement institutionnel et militantisme ? De quoi le désengagement est-il le signe ? Bref, de quoi parle-t-on concrètement lorsque l'on évoque l'engagement ?

La division, notamment disciplinaire, des thématiques de recherche tend souvent à singulariser chacun des types d'engagements, ce qui pose la question de la globalité d'un *agir pour* sans pouvoir y répondre. Ainsi, l'engagement se dérobe encore à toute définition unifiée qui ferait consensus. Cette journée d'étude entend décloisonner la notion. C'est là tout l'enjeu d'une analyse localisée à même de mettre en perspective une diversité de travaux et de terrains.

La monographie localisée, ainsi entendue, permet de saisir les variations sociales et historiques de l'engagement, tout en offrant la possibilité d'intégrer la pluralité des formes selon lesquelles il se déploie à partir de parcours individuels, collectifs ou de l'étude de conflits spécifiques.

De manière transversale, cette journée d'étude se veut être un espace de réflexion sur les méthodes d'enquête permettant d'appréhender les formes plurielles de l'engagement. En sciences sociales, la multiplication des travaux ethnographiques a eu pour corolaire l'engagement de l'ethnographe sur son terrain, cette dimension pourra être intégrée aux différentes propositions de communication.

Le Rize est un équipement culturel original doté d'un pôle documentaire – archives municipales de Villeurbanne et une médiathèque – d'un pôle d'action culturelle et pédagogique et d'un pôle scientifique. Il interroge la spécificité villeurbannaise sous trois thématiques de recherches : les mémoires ouvrières, migratoires et urbaines. Ville-banlieue, longtemps en situation périphérique, Villeurbanne est aujourd'hui une ville-centre (Bonnevill, 1978), emblématique des aires urbaines de la France métropolitaine à bien des égards. Appréhender l'histoire sociale de Villeurbanne c'est aussi illustrer l'histoire de la France contemporaine et en percevoir les spécificités.

L'appel à communication encourage les propositions s'inscrivant dans l'un des trois axes suivants :

AXE 1 : L'ENGAGEMENT POUR ET PAR LES OUVRIERS

La révolution industrielle a inscrit le territoire villeurbannais, à l'instar de l'ensemble de l'agglomération lyonnaise, dans un contexte social propice aux luttes ouvrières. Entre la fin du XIXème et la fin du XXème siècle, les révoltes des canuts les ont largement précédées, concernant de près le territoire villeurbannais (Zancarini-Fournel, 2016).

Dans les années 1930 Villeurbanne a été le théâtre de nombreux engagements à la fois par les ouvriers (notamment les grèves de 1936, de 1968 et le conflit social Obsession), mais également par les pouvoirs municipaux avec la construction du quartier des Gratte-Ciel notamment. Dans les années 1950, le TNP s'installe à Villeurbanne, développant ainsi une politique culturelle de qualité accessible au plus grand nombre.

A l'échelle métropolitaine, ainsi qu'au niveau très local, les années 1970 sont marquées par une profonde métamorphose du monde du travail : désindustrialisation, tertiarisation, précarisation, etc. (Castel, 1995) produisant une transformation de la participation politique à la fois dans ses formes (voter, contester, s'associer, etc.) que dans les mécanismes régissant sa (non)-participation (inégalités sociales, discrimination, précarité, etc.).

L'exposition proposée au Rize *Villeurbanne, la laborieuse ?* a exploré en 2011 les rares traces des usines dans le patrimoine villeurbannais ; en 2015 c'est un temps fort intitulé *Et ils sont où les ouvriers ?* qui a interrogé la résonance de cet héritage social ouvrier en lien avec la population actuelle de Villeurbanne. Le débat reste ouvert sur la place du travail dans notre société, le devenir de la condition ouvrière, la lutte des classes, le collectif, la transmission, l'évolution de la ville...

Durant les années 1980-1990, c'est à travers le prisme de la « crise » ou du « déclin » qu'ont été pensés les conflits sociaux. Or, dès la fin des années 1990, de nombreux travaux ont nuancé ce constat et ont proposé des analyses davantage centrées sur les recompositions militantes à l'œuvre liées aux transformations du salariat (Bérout et al. 2008 ; 2009).

AXE 2 : IMMIGRATION ET PEUPEMENT DE LA CITE, DE NOUVEAUX TYPES D'ENGAGEMENT ?

L'importation de la sociologie des mobilisations collectives en France dans les années 1990 s'est particulièrement concentrée sur l'étude d'actions protestataires situées en dehors de la sphère du travail. Des « nouvelles » causes d'engagement, comme l'altermondialisme (Agrikoliansky et al, 2005), les luttes des « sans » (papiers, logis, travail, etc.) ont ainsi été placées au centre de l'analyse sociologique des engagements collectifs. Ce renouveau de la sociologie de l'engagement a permis d'en questionner les différents aspects.

Dès les années 1920, la population villeurbannaise connaît un véritable essor et subit une crise du logement populaire. Les premiers touchés par le mal-logement sont les étrangers, en particulier les italiens et les espagnols (Ochandiano, 2013).

La population de Villeurbanne est au cœur du discours politique municipal qui en valorise la diversité, la pluralité culturelle et l'hospitalité. Néanmoins, les conditions du peuplement du territoire villeurbannais ont rarement fait l'objet d'études scientifiques approfondies : par exemple, une

exposition en 2014 sur les *Religions dans la ville* a montré la faiblesse des sources et études scientifiques ayant trait aux communautés religieuses, particulièrement les communautés musulmanes et l'histoire des mosquées villeurbannaises.

Dès les années 1930, des familles juives venues d'Allemagne, de Pologne ou d'Autriche s'installent dans la région lyonnaise, en particulier dans les logements municipaux de Villeurbanne au sein du quartier des Gratte-Ciel (Déchelette-Elmalek, 2000). L'après-seconde guerre mondiale est marquée par une immigration algérienne aggravant le problème de l'habitat précaire.

Le sujet des migrations est aujourd'hui au centre des préoccupations des sciences humaines et sociales et se retrouve plus que jamais d'actualité. L'est lyonnais a connu de nombreuses mobilisations de jeunes issus de l'immigration dans les années 1980-1990, on pense notamment aux émeutes de Vaulx-en-Velin en 1979, des Minguettes dans les années 1980 et 1990. La destruction de la cité Olivier-de-Serres à Villeurbanne provoque également des affrontements (Zancarini-Fournel, 2011). La lutte pour l'égalité et contre le racisme devient un nouveau motif d'engagement très fort dès les années 1980 (Hajjat, 2013).

Actuellement, la municipalité de Villeurbanne, à l'instar de nombreuses municipalités de gauche (Nantes, Grenoble, etc.), s'engage à œuvrer en faveur de l'accueil des migrants. La question de l'accueil des migrants réinterroge l'engagement comme dynamique plurielle : à la fois engagement d'habitants isolés ou non, mais aussi engagement associatif ou encore institutionnel.

La pluralité des formes d'engagement (informelle, formelle, militante, humanitaire) pour des causes communes fait émerger des tensions. Au-delà d'une dynamique constatée et reconnue, l'enjeu de l'accueil des migrants avec ces différentes tensions permet de saisir comment celui-ci refaçonne les liens sociaux, les valeurs, les croyances et émotions collectives et questionne les définitions pratiques de l'engagement, et plus largement de la citoyenneté dans un contexte de mondialisation et de questionnements sur les frontières

AXE 3 : LA DIMENSION SPATIALE DE L'ENGAGEMENT

La dimension spatiale de l'engagement et des actions collectives n'est plus à démontrer (Ripoll, 2005). Qu'ils s'agissent de luttes issues de la sphère du travail ou des sphères du "dehors" (Thibault, 2013), les mobilisations s'ancrent toutes dans des espaces, à différents niveaux d'échelles. La réussite de ces mobilisations tient aussi au degré d'appropriation des lieux qui en est faite.

Les engagements des Villeurbannais ont marqué la ville, certains se sont matériellement imposés à elle. La construction du Palais du travail illustre bien la manière dont certains choix urbanistiques peuvent encourager - ou inhiber - les mobilisations. A cet égard, avec la création de la Maison du peuple, la municipalité socialiste de Lazare Goujon a doté syndicats et associations de locaux adaptés à leurs besoins. Pour autant, peut-on en conclure que l'incitation institutionnelle favorise, à elle seule, l'engagement des habitants ?

Nombre d'engagements illicites indiquent plutôt que les deux ne sont pas mécaniquement liés. Les squats (Zeneidi, 2005), par exemple, ne sont-ils pas souvent pensés et occupés comme lieux d'engagement ? Aussi les enjeux de ces modes d'actions illégitimes, notamment auprès de certaines populations (marginales ou immigrées), se posent parfois en alternatives aux injonctions institutionnelles locales. Partant, les politiques urbaines ne font pas que stimuler l'engagement des

habitants, elles peuvent aussi l'entraver. Symptôme s'il en est de la nécessité de s'engager « dans les règles », l'urbanisme décline d'ailleurs un ensemble d'obstacles destinés à freiner l'appropriation de certains lieux (mobilier anti-SDF, transformations d'espaces publics en lieux privés et monétarisés, etc.).

Bien que portant les traces de certaines mobilisations, de l'échec voire de la répression des autres, l'espace public ne constitue pas l'unique territoire de l'engagement. Les lieux privés, tel le café des sociétés industrielles, comptent eux aussi parmi les potentiels points d'ancrage, de repli, de rassemblement ou, encore, d'échanges et de revendications collectives des classes populaires. Toutefois, ces dernières ne sont pas les seules à se saisir d'espaces privés en vue d'asseoir un engagement.

Au siècle dernier, l'histoire de Villeurbanne s'accélère. La morphologie et la sociologie de la ville se modifient à mesure de sa densification¹. En 1957, la transformation de l'ancien camp militaire de la Doua en campus annonce l'installation d'étudiants dans la cité. La première ligne de métro reliant Perrache à Villeurbanne confirme ce mouvement. A partir de 1978, année d'inauguration du réseau, la ville attire encore de nouveaux habitants.

Dans ce contexte de densification où l'espace se fait rare et cher, Villeurbanne montre çà et là les signes d'un processus de gentrification. En lieu et place des banlieues laborieuses, les habitants des cités HLM voient s'implanter des classes sociales bien plus aisées. Cette confrontation – au double sens de rencontre et de lutte – est silencieuse, elle n'est pas un « problème public » et cela même si elle contraste davantage encore les inégalités sociales entre ceux qui arrivent et ceux qui ont de plus en plus de mal à rester (Clerval, 2013). Plus étroite que jamais, la ville voit sa propre occupation constituée en enjeu social et politique.

On le voit, à Villeurbanne « la production sociale de l'espace » (Lefèbvre, 1974) se donne à voir dans toute sa complexité et dans toute son amplitude historique, avec ses inégalités de genre, ses exclusions, ses transgressions, ses révolutions, etc. Aussi l'espace ne constitue-t-il pas une simple dimension de l'engagement, mais bien plutôt son préalable et, bien souvent, sa finalité. Et Villeurbanne s'affiche, ici, en véritable cas d'école...

NOTE AUX CANDIDATS

Les communications attendues devront détailler les résultats d'une enquête personnelle (sociologie, sciences politiques, histoire, géographie, urbanisme, psychologie sociale, anthropologie, économie) reposant sur une étude localisée. Certaines propositions portant sur des territoires autres que Villeurbanne ou l'agglomération lyonnaise pourront toutefois être retenues sous condition d'une évidente équivalence ou d'une comparaison avec le « cas villeurbannais ».

Nous privilégierons les propositions faites par des mastérants, doctorants ou docteurs sans poste.

Date limite d'envoi des propositions de communication : 16 novembre 2018

¹ Alors composée de trois hameaux à la fin du 19^{ème} siècle : Charpenne, Cusset et Maisons Neuves, Villeurbanne atteint aujourd'hui plus de 148 000 habitants, selon les données de l'INSEE de 2015.

Les participants doivent envoyer un résumé de 5 000 signes maximum (espaces compris), présentant leur problématique, le cadre théorique, les supports empiriques et les principaux résultats avant le 16 novembre 2018 à l'adresse e-mail suivante : lerize@mairie-villeurbanne.fr

Réponse du comité d'organisation : 14 janvier 2019

La journée d'étude se déroulera le **2 juillet 2019 au Rize, à Villeurbanne** – 23, rue Valentin Haüy, 69100 Villeurbanne

Comité scientifique et d'organisation : Sophie Bérout (Triangle, Lyon 2), Olivier Chatelan (Larhra, Lyon 3), Saphia Doumenc (Triangle, Lyon 2), Thibault Ducloux (CMH, EHES), Delphine Guedra (Le Rize), Vincent Porhel (Larhra, Lyon 1), Lison Leneveler (CRJ, UGA), Vincent Veschambre (EVS, Le Rize)

BIBLIOGRAPHIE

Agrikoliansky E., et al., 2005, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris, Flammarion

Balsiger P., 2017, « La consommation engagée », in Fillieule O. et al., *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...* Paris, Presses de Science Po

Belmont A., 2015, *Villeurbanne, 2000 ans d'indépendance*, Grenoble, Glénat

Bérout S., et al., 2008, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant

Bérout S., Bouffartigue P. (dir.), 2009, *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute

Bérout S., Yon K., Giraud B., 2018, *Sociologie politique du syndicalisme*, Paris, Armand Colin

Bonneville M., 1978, *Naissance et métamorphose d'une banlieue ouvrière : Villeurbanne ; processus et formes d'urbanisation*, Lyon PUL

Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard

Chatelan O., 2009, *Les catholiques et la croissance urbaine dans l'agglomération lyonnaise pendant les Trente Glorieuses (1945-1975)*, thèse de doctorat d'histoire, Université Lumière - Lyon 2

Clerval A., 2013, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, La Découverte, Paris

Collovald A., et al., 2002, *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes

Déchelette-Elmalek C., 2000, *Le judaïsme à Lyon et dans l'agglomération lyonnaise, 1945-2000*, tome 1, mémoire de Master 2 en histoire des religions.

Garcia-Ruiz J. et Michel P., 2012, *Et Dieu sous-traite le Salut au marché. De l'action des mouvements évangéliques en Amérique latine*, Paris, Armand Colin

Hajjat A., 2013, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Editions Amsterdam

Hamidi C., 2010, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Economica

Lefèbvre H., 2000 [1974], *La production de l'espace*, Paris, Anthropos

Lefebvre R., 2014, « Le parti socialiste » in Pascal Delwit, dir., *Les partis politiques en France*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles

Mathieu L., 2001, *Mobilisations improbables. L'action collective des prostituées*, Paris, Belin

Ochandiano J.-L. de, 2013, *Lyon à l'italienne. Deux siècles de présence italienne dans l'agglomération lyonnaise*, Lyon, Lieux Dits

Péchu C., 2006, *Droit au logement : genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz

Siméant J., 1998, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po

Thibault M., 2013, *Ouvriers malgré tout*, Paris, Raisons d'agir

Zancarini-Fourne, M., 2011, « La destruction de la cité Olivier-de-Serres à Villeurbanne (1978-1984). Charles Hernu précurseur de la politique de la ville ? », in Bérout, S., Gobille, B., Hajjat, A., Zancarini-Fournel, Z. (dir.) *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Paris, Archives contemporaines

Zancarini-Fournel M., 2016, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte

Zeneidi D., 2006, « Marqueurs et mémoires de squats en Europe », in Bulot T, Veschambre V., (dir.), *Mots, traces et marques (Dimensions spatiale et linguistique de la mémoire urbaine)*, Paris, L'Harmattan